

La forte spéculation des grossistes enflamme le marché

# Hausse surprise des prix des cigarettes

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4013 - Dimanche 6 novembre 2016 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

## L'interpellation d'un recherché provoque des escarmouches

Page 2

Le RCD investit la rue à Béjaïa

## «La politique d'austérité a généré la misère»

Page 3

### Après les terrassements, la reconstruction ?

Par Mohamed Habili

**N**ouveau secrétaire général, nouvelle direction ? En principe oui, même si d'un point de vue extérieur, le changement ne devrait pas être nécessairement spectaculaire. Autrement, on ne voit pas pourquoi fallait-il remplacer Saidani par Ould Abbès. Les hommes sont interchangeables, soit, d'autant qu'au fond nul n'est indispensable, au poste de secrétaire général du FLN comme à d'autres d'ailleurs, mais ce que peut l'un à un moment donné n'est pas nécessairement dans les aptitudes d'un autre au même moment. Aux travaux de terrassement, Saidani était sans doute mieux adapté. Mais pas à celui de la reconstruction sur de nouvelles bases. Pas à l'impératif de rassemblement à l'approche d'échéances malgré tout importantes, même si le FLN est dès à présent à peu près certain de les gagner largement, du fait notamment de la faiblesse de l'opposition, mais aussi de sa dispersion. Celle-ci est désormais un fait établi. En effet, jusqu'au bout l'opposition avait eu le choix entre rester regroupée, dans un cadre ou dans un autre, mais alors force lui aurait été de boycotter les échéances à venir, ou bien y aller et alors ce ne pouvait être que chacun de son côté. Or son choix est fait, et c'est pour la participation, c'est-à-dire pour la dispersion. Pour revenir au FLN, croire que le changement du secrétaire général est en même temps un changement de direction, dans les personnes ou dans la ligne, ou alors dans les deux, c'est postuler une rupture, c'est supposer que la tâche principale du nouveau secrétaire général est de défaire ce qu'a été fait par son prédécesseur. Suite en page 3

## Après un long suspense, le MSP annonce sa participation aux législatives

# Les islamistes se lancent dans la bataille de 2017



La carte politique des participants aux élections législatives et locales d'avril 2017 se dessine avec l'annonce par plusieurs partis de leur participation après un long suspense, notamment du côté du courant islamiste, à savoir le Mouvement de la société pour la paix, Ennahada et bien avant, El Islah et El Binnaa, en attendant la décision de Abdallah Djaballah pour sa formation «El Adala».

Page 3

Pour une meilleure concrétisation des programmes de logement

## Tebboune se réunit avec l'Ordre des architectes

Page 2

Opéra Boualem-Bessaih

## Le théâtre et la danse turcs s'invitent à Alger

Page 13



La forte spéculation des grossistes enflamme le marché

# Hausse surprise des prix des cigarettes

■ Plusieurs marques de cigarettes étrangères connaissent, ces derniers temps, une augmentation surprise des prix, à l'instar des «Marlboro». D'autres, telles que les «LM» ultra light, sont quasiment inexistantes sur le marché. Variant entre 30 et 40 dinars selon la marque, ces augmentations interviennent quelques mois à peine après celle enregistrée en janvier dernier.

Par Meriem Benchaouia

Les prix du tabac n'en finissent pas de s'envoler ! De nouvelles augmentations des prix des cigarettes de marque étrangère ont été enregistrées depuis quelques jours sur le marché national, a-t-on constaté auprès des buralistes. Des hausses qui font beaucoup jaser les consommateurs, notamment pour leur caractère inexplicable. En effet, plusieurs marques de cigarettes étrangères connaissent, ces derniers temps, une augmentation surprise des prix, à l'instar des «Marlboro». D'autres, telles que les «LM» ultra light, sont quasiment inexistantes sur le marché. Variant entre 30 et 40 dinars selon la marque, ces augmentations interviennent quelques mois à peine après une augmentation enregistrée en janvier dernier. Si cette augmentation s'expliquait par l'entrée en vigueur de

nouvelles taxes rien ne justifie, cependant, celle qui vient d'être faite. C'est le cas des Gauloises et des Winston, qui sont vendues chez les buralistes entre 200 et 220 dinars, alors que leur prix officiel est fixé à 180 et 210 dinars. Quant aux Marlboro, leur prix officiel, qui est de 220 dinars, a pris entre 20 et 30 dinars de plus pour être cédées actuellement à 240 et 250 dinars le paquet. Le LM est à 200 DA, alors qu'il coûtait 170 DA il y a une semaine. Un prix imposé par les grossistes. Selon les marchands de tabac, seuls les marques fabriquées en Suisse dont l'importation et la commercialisation sont assurées par «STAEM SPA Algérie», une société par actions algéro-émiratienne, sont touchées par cette flambée. Par ailleurs, la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA) qui commercialise les marques nationales Rym, Nassim, Afras et Algeria, entre autres, n'a opéré aucune augmentation des prix. Cette augmentation sensible ne se justifie point et semble être liée à des pratiques spéculatives qui arrangent uniquement les buralistes qui se frottent les mains en attendant la nouvelle année pour une autre augmentation. Certains revendeurs, pour ne pas perdre leurs clients, tentent de se «cacher» derrière une hausse générée par les grossistes. Cette restriction de la distribution a créé un déséquilibre entre l'offre et la demande sur cette marque dont la consommation reste des plus élevées à travers l'ensemble du territoire national. Ce sont donc les réseaux de spéculation qui détiennent les leviers de tout



PvDR

un segment commercial qui brasse chaque année des milliards de dinars, en l'absence totale de système de régulation et de contrôle, estiment les buralistes, pris entre le marteau et l'enclume. Car, d'une part, ils doivent suivre le cours du marché, et de l'autre, ils doivent satisfaire leur clientèle, surprise par cette hausse fulgurante. Chez les fumeurs, si plusieurs inconditionnels disent que cette hausse les amène à s'armer de volonté pour en finir une fois pour toutes avec les effets néfastes du tabac, pour d'autres, l'argument de la hausse du prix des cigarettes semble

faire mouche. «En tant que fumeur, je me sens déjà assez stigmatisé sans qu'on ait besoin en plus de viser mon porte-monnaie, surtout par les temps qui courent», témoigne Salim, fumeur depuis 10 ans. Ahmed, de son côté, est beaucoup plus tranchant : «C'est clairement pour renflouer ses caisses, l'État se fiche pas mal de la santé des fumeurs». Effectivement, c'est bien là que le bât blesse. Augmenter constamment les prix des paquets de cigarettes pour inciter les fumeurs à arrêter n'a pas de sens si aucun coup de

cal. Comme le rappelle Ahmed, «c'est une addiction qu'il faut soigner. Il serait dès lors plus pertinent de les aider médicalement plutôt que d'augmenter les prix». À lire ces différents témoignages, l'argument du prix est loin d'être la solution idéale, le gouvernement a bien tenté d'interdire le tabac dans les lieux publics, mais cette mesure n'a eu que des effets limités et rien n'est dit que cette augmentation va encourager les fumeurs à renoncer à leur habitude. Sans compter que cela va forcément avoir un effet sur la contrebande.

M. B.

## Tizi Ouzou L'interpellation d'un recherché provoque des escarmouches

Des escarmouches ont éclaté, vendredi après-midi, entre des jeunes et des forces de l'ordre à Tikobaine dans la commune de Ouaguenoune (20 km à l'Est de Tizi Ouzou) suite à l'empêchement de l'interpellation par des policiers d'un individu objet d'un mandat de recherche pour commerce sans autorisation d'un débit de boissons alcoolisées. Selon des sources concordantes, tout a commencé au moment où des policiers allaient arrêter cet individu venu assister à l'enterrement de sa grand-mère. Nos sources ne précisent pas le lieu exact. Les policiers ont été alors empêchés de procéder à l'interpellation du mis en cause avant que cela ne tourne à l'émeute devant le commissariat de la sûreté de daïra sis à Tikobaine. Les escarmouches ont duré jusqu'en fin de journée du vendredi. Ce n'est que tard dans la soirée du vendredi que le calme est revenu dans la localité. Des manifestants auraient brûlé un camion de collecte des ordures ménagères de la municipalité en plus du dressage des barricades tout au long des chemins menant au commissariat. Un dénombrement des blessés légers des deux côtés. Hier le calme régnait à nouveau même si la tension était perceptible des deux côtés. **Hamid M.**

## Pour une meilleure concrétisation des programmes de logement Tebboune se réunit avec l'Ordre des architectes

Compte tenu de la construction anarchique ayant longtemps sévit dans le secteur de l'habitat au point de voir la plupart des villes du pays dans une laideur urbaine sans précédent, l'Etat a décidé de prendre en urgence le problème en main. Outre le grand défi de régler la crise du logement vécue par les citoyens, le gouvernement s'est vu dans l'obligation d'intervenir dans l'esthétique des bâtisses, un critère tout aussi important. Longtemps négligé, cet aspect là a conduit plusieurs particuliers à construire n'importe comment, laissant parfois nombre de maisons commencées, par exemple, inachevées. Du côté des constructions publiques de l'Etat, elles sont souvent confiées à de promoteurs immobiliers privés qui, pour la majorité d'entre eux, ne respectent pas les lois régissant l'encadrement des constructions sous forme de normes d'urbanisme.

Conséquence : la plupart des nouvelles cités se trouvent dans un affreux état. Des murs pas bien finis, des débordements dans les superficies des appartements, etc. Bref, ce ne sont pas les lacunes en bâtiment qui manquent pour rendre compte de la réalité du problème. A cet effet, il est à rappeler que la contribution des architectes dans le panel des différents programmes de logements et relogements initiés par l'Etat depuis des années a toujours été minime. Pour cause, la plupart de ceux exerçant sur le territoire national ont toujours été mis à l'écart lorsqu'il s'agissait de projets de construction étatique. Longtemps d'ailleurs, ils se sont plaints du problème auprès de la tutelle pour que le ministère de l'Habitat les implique davantage dans les appels à projets. Cet état de fait figure également parmi les causes des constructions anarchiques. De la part de l'Etat, il est clair que dans un pre-

mier temps son principal souci était la quantité de logements et non la qualité. Néanmoins depuis quelque temps, la volonté et la détermination de se rattraper sur ce point est visible et passe en priorité. C'est en ce sens, d'ailleurs, que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a tenu, jeudi dernier, une réunion avec les membres du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) pour un échange sur le rôle de l'organisation en tant que «partenaire social» dans la concrétisation des programmes de logement. La réunion a permis également, selon un communiqué rendu public samedi dernier par le ministère, d'exposer les préoccupations de la corporation qui s'est félicitée des améliorations apportées par le récent décret exécutif les concernant. En effet, celui-ci a fixé les modalités de la rémunération de la maîtrise

d'œuvre en bâtiment. Suite à quoi, les membres du CNOA ont exprimé leur disponibilité à accompagner le secteur dans la concrétisation des différents programmes de logement à la faveur des facilités offertes à l'Ordre national des architectes. Des facilitations qui constituent une force de proposition sur tout ce qui est entrepris, ajoute la même source. Une manière de remédier au problème en décidant d'inclure, à l'avenir, ces spécialistes du bâtiment et de l'urbanisme et ce, pour de meilleurs résultats. Pour sa part, le ministre a salué le rôle de premier plan que joue l'Ordre des architectes, soulignant sa volonté à asseoir une base de dialogue en vue d'organiser la profession d'architecte au sens de l'efficacité des prestations et la forte participation à tous les projets décidés par l'Etat, conclut le communiqué.

Yacine Djadel



—Après un long suspense, le MSP annonce sa participation aux législatives—

# Les islamistes se lancent dans la bataille de 2017

■ La carte politique des participants aux élections législatives et locales d'avril 2017 se dessine avec l'annonce par plusieurs partis de leur participation après un long suspense, notamment du côté du courant islamiste, à savoir le Mouvement de la société pour la paix, Ennahada et bien avant, El Islah et El Binnaa, en attendant la décision de Abdallah Djaballah pour sa formation «El Adala».

Par Nacera Chennafi

Le Mouvement de la société pour la paix a annoncé hier officiellement sa participation aux élections législatives et locales d'avril 2017, une décision validée à l'unanimité par le conseil consultatif du parti réuni en session extraordinaire vendredi et samedi.

Dans un discours prononcé hier à la clôture de la session extraordinaire du conseil consultatif du parti, le président du MSP, Abderrezak Mokri, a annoncé la participation de son parti aux élections législatives et locales d'avril 2017. A cette occasion, il a défendu la décision de participation à ce prochain rendez-vous électoral du fait que «les formations politiques qui ont boycotté les élections législatives et locales surtout en Algérie ont payé le prix fort». Le MSP appelle les militants et les responsables du parti à se mobiliser en prévision de cette échéance.

Cette décision selon certains observateurs vient du fait que Mokri se trouve face à son rival, Bouguerra Soltani, qui a lancé la bataille de participation alors que Mokri était hésitant, lui qui a choisi la ligne radicale pour le parti. Mais cette fois-ci, Soltani a gagné en attendant la suite des événements. Il est à noter que le parti du défunt Nahnah avait participé aux législatives du 10 mai 2012 sous l'aile de l'Alliance Algérie verte composée notamment des partis Ennahda et El Islah. Cette alliance n'a obtenu



Ph / DR

que 47 sièges. Un nombre revu à la baisse après le divorce avec Amar Ghoul qui avait remporté la liste électorale d'Alger. Ce parti est membre fondateur de la Coordination des libertés et la transition démocratique aux côtés du RCD et du Mouvement Ennahda. Il est aussi membre de l'Instance de suivi de l'opposition. Toujours dans le courant islamiste et «opposition», il y a le Mouvement Ennahda qui a annoncé vendredi dernier sa participation aux prochaines élections législatives et ce, à l'issue de la réunion de son conseil consultatif national, réuni en session extraordinaire. Dans un communiqué rendu public suite à cette réunion, il est indiqué que le conseil consultatif «a décidé la participation du mouvement aux prochaines élections législatives, afin de poursuivre son rôle pionnier sur la scène politique, de continuer à défendre les inté-

rêts des citoyens et de concrétiser son projet national».

Dans ce cadre, le Mouvement a réitéré son appel au président Bouteflika, à manifester clairement sa volonté politique de garantir la régularité et la transparence des élections. Le Mouvement a également appelé le peuple algérien à «exercer son droit politique en participant à la gestion des affaires publiques du pays par sa présence sur la scène politique et à ne pas céder aux discours pessimistes et démoralisateurs». A l'ouverture des travaux du conseil consultatif, le Sg du parti, Mohamed Douibi a indiqué qu'«en cas de non-respect de la loi, le président de la République peut y remédier en manifestant sa volonté politique d'assurer la transparence et la régularité des élections». A la liste des participants à ces élections, il faut ajouter le Front de l'Algérie nouvel-

le. Une formation qui ne se revendique pas du courant islamiste alors que son président était dans un passé récent Sg du Mouvement El Islah. Ce dernier hérité de l'époque de cheikh Abdallah Djaballah était la première formation islamiste à annoncer sa participation aux prochaines élections malgré sa crise interne. Il y a aussi le Mouvement de l'Edification nationale (El Binnaa) qui a tenu, il y a quelques jours son quatrième congrès national. En outre, le nouveau parti de Djaballah à savoir, El Adala n'a pas encore annoncé sa participation ou son boycott du prochain rendez-vous électoral. Avec ses annonces de participation aux prochaines élections, l'opposition et en particulier le courant islamiste, semble faire son choix, en attendant la collecte des signatures et probables alliances. **N. C.**

Le RCD investit la rue à Béjaïa

## «La politique d'austérité a généré la misère»

Des centaines de militants et sympathisants (au moins 2000 participants selon les organisateurs) du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ont répondu à l'appel de leur représentation régionale à Béjaïa pour une marche populaire hier dans les rues de la ville de Yemma Gouraya contre la politique économique d'austérité adoptée par le gouvernement pour la deuxième année consécutive suite à la chute du prix de l'or noir. La procession s'est ébranlée vers 11 heures depuis le parvis de la maison de la culture de la ville jusqu'à la place de la liberté de la presse Saïd-Mekbel à Béjaïa. Les militants et sympathisants du RCD ont scandé tout au long du parcours de la marche séparant la maison de la culture de la place Saïd-Mekbel

des slogans contre le virage économique amorcé par le gouvernement. Le RCD a voulu envoyer au moins quatre importants messages à travers cette action. Il s'agit de dénoncer la politique d'austérité qui a asphyxié des pans entiers de la société et les conséquences induites sur le pouvoir d'achat des populations qui souffraient déjà de la paupérisation. Il s'agissait surtout d'avertir contre «le relèvement, une nouvelle fois, des taxes sur les carburants et l'électricité ainsi que sur tous les produits de consommation courante en portant la TVA à des seuils supérieurs soit à 19%, la dévaluation du dinar que l'on s'apprête à organiser». Le RCD voulait dénoncer, voire demander des explications aux autorités et les interpeller sur le gel de plusieurs projets structurants annon-

cés en grande pompe depuis plusieurs années en faveur de la wilaya de Béjaïa et la Kabylie pour la soustraire du sous-développement dont la construction du stade de 50 000 places, le complexe pétrochimique, le CHU, le dédoublement de la voie ferrée Béjaïa-Béni Mansour, etc., l'abandon de la construction de logements sociaux et des aides octroyées aux zones rurales, réhabiliter la politique dans la région, en dénonçant ce qu'il appelle «la soumission des élus, les atteintes aux libertés individuelles et collectives dont la poursuite en justice de certains militants activistes dont le président de l'association de défense des intérêts des consommateurs (ADIC)». Les intervenants estiment que le «gel» de tous les projets structurants destinés à

Béjaïa, est synonyme «de politique anti-Kabylie». Ils ont dénoncé le «bradage du patrimoine public, dont la cession du quai n°21 du port de Béjaïa au profit d'une entreprise privée, etc.». Par ailleurs, une minute de silence a été observée à la mémoire du défunt Fatsah Chibane assassiné, il y a huit ans, par une horde terroriste à «Lambert» et dont une stèle a été réalisée et financée par les APC de Tifra et Timezrit sera inaugurée aujourd'hui par les autorités de la wilaya sur le lieu même de son assassinat. Dans une déclaration antérieure à la marche, le RCD estime que «le pouvoir fait payer la facture de ses errements durant plus d'une quinzaine d'années aux citoyens et en particulier les plus faibles d'entre nous; c'est-à-dire les salariés, les chômeurs, les jeunes et

### LA QUESTION DU JOUR

#### Après les terrassements, la reconstruction ?

suite de la page Une

Cela n'a pas de sens. Ould Abbès est là pour continuer Saidani, non pour rompre avec lui. Des élections se rapprochent, il devient urgent de restaurer la concorde à l'intérieur du FLN, ne serait-ce que pour empêcher que les dissidents attachés à la personne de Saidani ne mettent à exécution leur menace d'y aller avec leurs propres listes. Or jamais la discipline n'a été le fort du FLN. Déjà en temps ordinaire, il est exceptionnel qu'un mouvement de redressement ne soit pas en cours, avec pour objectif déclaré de renverser la direction du moment. On est tenté de dire que c'est là l'une des constantes du FLN. S'il faut en plus que cela donne lieu à plusieurs listes frappées toutes au coin du FLN, alors quelque chose se sera produit susceptible de se révéler par la suite irrémédiable. Une direction qui ne serait pas la cible d'un mouvement de redressement, cela ne s'est pas vu depuis des décennies au sein de ce parti. Maintenant il est bien vrai que le nouveau secrétaire général en est encore exempt ; mais c'est qu'il n'est en poste que depuis quelques jours seulement. On en reparlera dans quelques mois. Saidani a tenu trois ans, en butte à des redresseurs particulièrement acharnés, et soutenus tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du parti. Un exploit ! Qu'il n'aurait peut-être pas pu réaliser s'il n'avait pas une mission, et non des moindres, à remplir. Pour durer, donc, Ould Abbès, a besoin d'une mission, d'une nature sûrement bien différente à celle de Saidani, mais non moins importante mesurée à son propre aune. Ou peut-être plusieurs, qui sait ? Il en est en tout cas une d'évidente et d'immédiate : préserver l'unité du parti, brider toute tendance transfuge à même de surgir d'ici aux élections, mais aussi au-delà, jusqu'à la fin du mandat présidentiel en cours par exemple. Si Saidani avait été nommé pour casser la vaisselle, pour renverser la table, pour porter l'estocade, changer le régime, lui en revanche l'a été pour recoller les morceaux, pour assurer une transition en douceur entre deux époques, pour restaurer le régime, mais sous l'égide du réaménagement introduit au temps de Saidani. **M. H.**

les personnes sans revenus». Il a rappelé le combat qu'il mène en faveur d'«une politique qui promeut le progrès et la démocratie». Pour cela, «il ne peut, souligne-t-on, rester indifférent face à cette politique de contre-développement et la misère qu'elle génère».

**Hocine Cherfa**



Le travail de mémoire comme action principale

# Lancement officiel de la Fondation colonel Amirouche Ait Hamouda

■ La Fondation colonel Amirouche Ait Hamouda a été officiellement lancée hier au musée du Moudjahid de Tizi Ouzou, au cours d'une cérémonie à laquelle ont pris part de nombreux moudjahidine et moudjahidate, dont ses compagnons d'armes.

Par Hamid Messir

Ont également à la cérémonie assisté des officiels dont l'actuel ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, et des figures de la révolution comme Djamil Bouhired, Salah Goudjil, d'anciens ministres, à savoir Chérif Abbas, Chérif Rahmani et Meziane Chérif. La fondation est présidée par le fils du colonel, Nordine Ait Hamouda, qui a précisé dans son allocution d'ouverture de la cérémonie que ce poste devait être occupé par l'un de ses proches compagnons, en l'occurrence Rachid Adjaoud, décédé il y a peu de temps. Parmi les objectifs assignés à cette structure, selon le document d'avant-projet de sa création, «œuvrer à la récolte et à la diffusion du patrimoine historique» et «animer et participer aux débats sur les principes fondateurs énoncés dans la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et de la Plateforme de la Soummam». Nordine Ait Hamouda a mis l'ac-

cent sur l'importance du travail de mémoire pour éclairer davantage les nouvelles générations sur l'histoire du glorieux combat libérateur de l'Algérie de l'occupation française. Comme il a assigné à la fondation qui porte le nom de son père le rôle de revendiquer la réhabilitation des martyrs et moudjahidine marginalisés et réclamer toutes les archives relatives aux massacres commis par l'occupant sur le peuple algérien. La fondation compte aussi œuvrer de concert avec les animateurs de la société civile, du mouvement associatif, de la scène politique, pour avoir une vue d'ensemble sur les défis de la gouvernance en Algérie et apporter des réponses à ces enjeux. La contribution de la fondation se fera par «l'élaboration de propositions sur les questions centrales de la politique économique, sociale et éducative et du confortement du processus de démocratisation du pays». Intervenant à l'ouverture de la cérémonie, le ministre des Moudjahidine a affirmé sa disponibilité à contribuer



P.V.D. R.

aux côtés de la fondation Amirouche pour l'éclatement de la vérité sur l'histoire du pays, assurant qu'il n'y a aucun tabou aujourd'hui à débattre de cette question. Il a, à ce propos, précisé que le travail de mémoire déjà entamé par son département est le fait de spécialistes nés après l'indépendance. Il a pris l'engagement devant les présents à œuvrer dans le même sens que la

fondation qui vient de naître. Lui succédant, l'ancien ministre des Moudjahidine, Chérif Abbas, a salué l'action et promis de participer à ce travail de mémoire que la fondation compte mener. De son côté, Salah Goudjil a tenu à faire son témoignage sur sa rencontre avec le chef historique le colonel Amirouche, louant ses qualités humaines et nationalistes. Il a fait don de photos inédites du colo-

nel à la fondation et promis de contribuer à la collecte et la récolte du patrimoine historique matériel et immatériel de la révolution. Pour clôturer la cérémonie, le chanteur Takfarinas a interprété sa chanson révolutionnaire «Tamettout Bu Mejahed» (la femme du martyr), créant l'émotion dans une salle pleine à craquer.

H. M.

## Ressource halieutique

### Le nombre de poissons pâtit de la pêche illicite et du chalutier

Azzedine et Abdelkader, deux pêcheurs artisans d'Azeffoune, sont presque catégoriques : «D'ici 10 ans au plus tard, il n'y aura plus de poisson à pêcher», s'inquiètent-ils en raison du déclin de la ressource halieutique, conséquence de la pêche illicite et du chalutier.

«Il y a cinq ans, les pêcheurs des petits métiers ramenaient 30 à 40 kilogrammes de poisson chacun contre quatre actuellement», se souvient Azzedine Arhab, armateur pêcheur et président de l'association de la pêche artisanale et de l'environnement «Le Dauphin» de Tizi Ouzou.

«Nous vivons une catastrophe», avise Abdelkader, pêcheur artisan depuis 25 ans.

Comme partout dans le monde, le chalutier est considéré comme étant l'ennemi de la ressource puisque ce bateau de pêche utilise le filet dérivant, appelé le chalut, lequel racle le fond marin causant la détérioration des habitats et organismes posés sur ce fond.

Outre la pêche dans les zones interdites, la flottille de chalutiers exerce une pression sur la ressource sans respect des normes en vigueur.

M. Arhab cite, à ce titre, le port d'Azeffoune qui dispose de deux chalutiers mais en reçoit une trentaine venant d'autres wilayas pour séjourner en mer pendant 24 heures.

«C'est de la surpêche. C'est-à-dire que le fond marin ne se repose pas. Or, les normes disent que le chalutier sort du port le soir et rentre le lendemain matin et ne travaille pas pendant la journée», explique-t-il.

La flottille algérienne de sardiniers est la plus grande au niveau de la Méditerranée avec 1 200 senneurs. Mais ce professionnel regrette le fait qu'une

partie de cette flottille, acquise durant les dix dernières années, soit faite sans études d'impact sur la ressource.

D'ailleurs, cette association attribue la diminution de 50% de la ressource, observée depuis 2005, à l'augmentation de la flottille de pêche.

#### Pêche illicite et impunité

«Beaucoup de professionnels ont transgressé la période d'arrêt biologique durant 2016 sans être, pour autant, pénalisés par les autorités compétentes», observe-t-il.

Pourtant, la nouvelle loi sur l'arrêt biologique stipule que lorsqu'un chalutier est en infraction, le patron du bateau est passible de prison, le matériel de pêche saisi et l'armateur est interdit de travailler pendant 5 ans.

Pendant le repos biologique, il n'y a que la pêche aux crevettes qui est tolérée. «Mais l'application de la réglementation est loin d'être rigoureuse alors que l'Algérie a ratifié toutes les conventions liées à la pêche responsable et durable», regrette-t-il.

D'après les études effectuées par des organisations internationales, le chalutier détruit 10 kg de poisson en capturant un kilogramme de façon illicite.

Ce professionnel, qui exerce ce métier de père en fils, relève l'importance des inspecteurs de pêche dans le contrôle de la pêche illicite : «Ces inspecteurs existent mais n'ont aucune autorité pour intervenir et prendre des décisions par rapport à ce genre d'infractions».

De son côté, Abdelkader témoigne d'un autre type de pêche illégale pratiquée par des chalutiers qui chassent dans des endroits de 9 brasses de pro-

fondeur (une brasse = 1,80 mètre), ce qui est strictement interdit vu le risque d'endommagement des larves de poissons.

Or, la loi interdit au chalutier de pêcher dans les zones inférieures à 25 brasses lesquelles sont réservées uniquement aux petits métiers (navires de 6 à 24 mètres).

«C'est toute la côte algérienne qui souffre de ce problème», regrette Abdelkader, pêcheur artisan depuis 25 ans.

#### Des espèces disparues, d'autres menacées

L'autre facteur aggravant le déclin de la ressource halieutique est la pêche de plaisance sous différentes formes qui est, de surcroît, non réglementée.

«A Azeffoune, nous avons 60 pêcheurs artisans, alors que le nombre d'embarcations de pêche de plaisance est estimé à 220 barques qui capturent et commercialisent leur poisson sans autorisation. De plus, leurs équipements de pêche ne sont pas contrôlés», explique Azzeddine.

En outre, ce petit port de pêche n'échappe pas au braconnage qui prospère dans les plages d'échouage avec une trentaine de braconniers recensés au niveau des côtes d'Azeffoune.

La chasse sous-marine est un autre phénomène qui a également une part de responsabilité dans la réduction de la production voire même dans l'extinction de certaines espèces de poisson.

«En 2015, une équipe de plongeurs est restée pendant quatre mois dans la région d'Azeffoune pour pêcher. Leurs captures ne sont même pas recensées dans les campagnes d'évaluation de la ressource», s'offusque-t-il. A ce propos, il cite le cas de la cigale, un poisson qui vit dans les

fonds accidentés mais qui a disparu des côtes algériennes à cause de la plongée sous-marine.

Les pêcheurs artisans peuvent capturer trois à cinq pièces seulement dans l'année, alors que les plongeurs ramènent jusqu'à 30 pièces par jour, et ce, en profitant de la période de reproduction de cette espèce qui se rapproche plus de la côte pour y poser ses œufs.

Le mérul jaune est en voie de disparition à cause de cette pratique. Pendant la période de reproduction, cette espèce séjourne pendant trois mois près des côtes.

Les adeptes de la plongée sous-marine pêchent quotidiennement jusqu'à 70 kg de ce poisson : «Ce que je ne peux pas réaliser pendant une année complète», affirme Abdelkader.

La guitare, le marbré et le loup tigré sont aussi des espèces menacées.

C'est que le déclin de la ressource est l'une des raisons amenant les pêcheurs artisans à abandonner leur métier. A Azeffoune, plus de 45% des pêcheurs exerçant dans la pêche artisanale ont quitté cette activité, selon un recensement réalisé par cette association en 2015.

Pour promouvoir la pêche durable, cette association s'est alliée avec d'autres associations professionnelles pour créer un réseau de pêche artisanale qui plaide pour l'application rigoureuse de la réglementation, le développement des récifs artificiels et la mise en place de zones marines protégées afin de permettre la régénération de la ressource.

«Nous sommes dans le rouge. Ce n'est pas ma situation qui me préoccupe, c'est celle des générations futures», prévient Abdelkader.

Anis B./APS



## Céréales

# Baisse de la facture d'importation de 20%

■ La facture d'importation des céréales (blé, maïs et orge) a baissé de près de 20% durant les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015, malgré une légère hausse des quantités importées, selon les Douanes.



Ph. &gt; D. R.

une baisse de la facture qui est passée à 135,54 millions usd contre 139,08 millions usd (-2,55%) mais avec une quantité importée en hausse en passant à 767.734 t contre 611.922 t (+25%). La baisse de la facture globale des céréales malgré une hausse des quantités importées s'explique par le recul des cours sur les marchés mondiaux des céréales, constaté depuis 2015 à la faveur de stocks abondants et de bonnes récoltes mondiales. Il est d'ailleurs constaté que sur les 7 premiers mois de l'année, les prix à l'importation par l'Algérie ont reculé à 332 dollars/tonne (usd/t) pour le blé dur (baisse de plus de 31% par rapport à la même période de 2015), à 192 usd/t pour le blé tendre (-25%) et à 183 usd/t pour le maïs (-11,3%). En outre, l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que l'indice des prix mondiaux des céréales a chuté de près de 2% en septembre dernier par rapport à août et a affiché une baisse de près de 9% par rapport à septembre 2015. Les perspectives favorables en ce qui concerne les céréales de base devraient faire baisser leur prix à un niveau record jamais vu depuis six ans, a-t-elle prédit. La production mondiale de céréales devrait atteindre cette année quelque 2,569 milliards de tonnes, soit une hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente. La FAO a revu ses prévisions à la hausse pour la production mondiale de blé, qui devrait atteindre 742,4 millions de tonnes, aidée par des augmentations en Inde, aux Etats-Unis et en Russie, pays appelés à rem-

placer l'Union européenne en tant que plus grand exportateur de céréales. Or, selon la FAO, l'utilisation totale de blé ne devrait atteindre que 730,5 millions de tonnes. Pour rappel, la facture d'importation des céréales par l'Algérie en 2015 avait été de 3,43 milliards de dollars (contre 3,54 mds usd en 2014), avec des quantités importées de 13,67 millions de tonnes (contre 12,3 millions de tonnes en 2014). **A. B.**

## Pour financer son déficit budgétaire Le Koweït va emprunter sur le marché international

LE KOWEÏT compte lancer une émission obligataire sur le marché international pour financer son déficit budgétaire causé par la baisse des prix du pétrole, a rapporté hier un journal koweïtien. Le ministre des Finances, Anas al-Saleh, a annoncé par un arrêté que le Koweït allait émettre des obligations souveraines libellées en dollars américains pouvant atteindre 2,9 milliards de dinars durant l'exercice 2016/2017 qui s'achève le 31 mars, a précisé le quotidien Al-Qabas. Ce sera la première dette extérieure contractée par le Koweït en deux décennies. Elle s'ajoutera à une dette de 6,6 milliards de dollars engagée sur le marché local. Le Koweït emboîte ainsi le pas à d'autres pays du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, Oman et Emirats arabes unis), qui ont déjà emprunté des dizaines de milliards de dollars sur le marché international, par des émissions d'obligations ou par des prêts syndiqués, afin de combler leurs déficits budgétaires. L'émirat avait enregistré en 2015/2016 un déficit budgétaire de 4,6 milliards de dinars (15,2 milliards de dollars), le premier après 16 ans de confortables excédents. Les recettes pétrolières représentaient alors environ 95% des revenus de l'Etat mais les prix du pétrole ont chuté d'environ 60% au cours des deux dernières années. Le Koweït, qui compte 4,3 millions d'habitants dont trois millions d'étrangers, a prévu pour l'exercice en cours un déficit de 29 milliards de dollars. Durant les 16 années d'excédents, le Koweït a accumulé environ 600 milliards de dollars qui ont été investis par le fonds souverain, Kuwait Investment Authority, aux Etats-Unis, en Europe et en Asie. A l'instar des autres pays du Golfe, le Koweït a adopté des mesures d'austérité, dont la libéralisation des prix du diesel et du kérosène et une augmentation des prix de l'essence. **R. E.**

Par Amel B.

**A**insi, la facture d'importation des céréales a reculé à 2,05 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et fin septembre 2016 contre 2,56 mds usd à la même période de 2015 (-19,9%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). En revanche, les quantités importées ont légèrement augmenté à

10,01 millions de tonne (mt) contre 9,93 mt (+0,84%) entre les deux périodes de comparaison. Par catégorie de céréales, la facture d'importation des blés (blés tendre et dur) a reculé à 1,31 md usd contre 1,79 md usd (-26,5%), pour des quantités de 5,99 mt contre 6,17 mt (-3%). Pour le blé tendre, la facture d'importation s'est réduite à 878,82 millions usd contre 1,22 md usd (-28,13%), alors que les quantités importées ont reculé à

4,57 mt contre 4,95 mt (-7,7%). Concernant le blé dur, la facture a également baissé à 437,75 millions usd contre 567,71 millions usd (-23%) malgré une augmentation des quantités importées qui se sont établies à 1,42 mt contre 1,22 mt (+16,3%). Quant au maïs, les importations se sont chiffrées à 602,71 millions usd contre 635,58 millions usd (-5,2%) avec un volume importé de 3,25 mt contre 3,14 mt (+3,52%). L'orge a enregistré

## Oléiculture

## Extension des surfaces et promotion de la filière à Djelfa

**U**ne extension des surfaces oléicoles a été réalisée, ces dernières années à Djelfa, entraînant un développement de cette filière à l'échelle locale, synonyme de résultats «très encourageants» sur le terrain, selon les assurances des spécialistes du domaine. L'orientation de plus en plus d'agriculteurs vers cette filière est un indice véritable de l'engouement suscité par la culture oléicole, en dépit de sa limitation à quelques exploitations individuelles, devenues, néanmoins, par la force de leurs rendements concluants, de véritables modèles en la matière. Selon des spécialistes du domaine, la culture de l'olivier s'est bien adaptée au climat de la région, en acquérant des spécificités qui lui sont devenues propres, comme la faiblesse de la teneur en acidité caractérisant l'huile d'olive locale. La superficie oléicole, à Djelfa, était de pas plus de 150 ha en 2000, avant d'être

portée à plus de 11 797 ha actuellement, selon les données fournies par la direction des services agricoles de la wilaya.

### Perspectives pour porter le verger oléicole à 30 000 ha en 2020

Selon le responsable du secteur agricole à Djelfa, Laihar Ahmed, la filière oléicole a enregistré un développement ascendant dans cette région, réputée pour son climat semi-aride, d'où l'élaboration d'un programme en vue de porter le verger oléicole local à 30 000 ha, au titre du programme national visant à étendre la superficie agricole irriguée à un million d'hectares, à l'horizon 2020, a-t-il expliqué. Pour M. Laihar, la filière oléicole à Djelfa a marqué un véritable tournant à partir de la campagne 2000-2001. En effet, le plan de développement agricole de la

wilaya a permis, grâce à l'irrigation, une extension du verger oléicole qui est passé de 150 ha à plus de 11 000 ha, grâce à la culture intensive d'oliviers (400 oliviers/ha), soutenue par une irrigation rationnelle. Ce succès de la filière oléicole a engendré la création de quatre huileries privées, qui se chargent du traitement de la production d'olives de la wilaya et des régions environnantes. La surface oléicole productive dans la wilaya est estimée à 9.014 ha, concentrée essentiellement dans les régions de Hassi Bahbah, El Birine, Ain Ibel, Charef, El Keddid et Ain Ouessara. Une production de plus de 27 900 hectolitres d'huile d'olive (2,7 millions de litres) est attendue dans la wilaya de Djelfa, au titre de la présente campagne oléicole, selon les prévisions de la direction des services agricoles, qui estime ce volume d'huile suffisamment important pour approvisionner le

marché local avec une huile à la qualité avérée.

### Une autre occasion pour célébrer l'olivier et l'huile d'olive

Au vu de la prospérité de la filière oléicole à Djelfa, les professionnels locaux souhaitent ardemment dédier une autre journée à l'olivier et à l'huile d'olive dans la wilaya, à l'image de celle organisée en 2014 au niveau d'une exploitation privée de Hassi Bahbah, à l'initiative de la DSA et de la Chambre d'agriculture locale. Pour les oléiculteurs de Djelfa, ce type de festivités réunissant tous les acteurs de la filière oléicole contribue dans une grande mesure à la promotion de cette culture agricole, grâce aux échanges d'expériences et de savoir-faire qui se font entre les participants, à la faveur de ce type d'événements. **Souad H./APS**

R. E.



Programme des 4 352 logements Cnep-Immo de Constantine

## Plus 3 200 unités libérées

■ Un quota de plus de 3 200 logements de type Cnep-Immo, soit plus des trois quarts du programme 2006 totalisant 4 352 logements de même type implanté à la ville Ali-Mendjeli de Constantine, a été «libéré et remis progressivement à ses bénéficiaires», a-t-on appris de responsables de la Cnep-Banque.



Par Siham N.

A ce jour, plus de 870 unités de ce programme, réceptionné depuis 2009, mais qui n'a pas été attribué pour des raisons liées, a-t-on noté, essentielle-

ment aux travaux de voirie et réseaux divers (VRD), ont été livrées à leurs bénéficiaires en attendant la conclusion des procédures administratives d'usage pour la remise de l'intégralité du quota de plus de 3 200 unités implantées dans les unités de

voisinage (UV) n°13, n°17 et n°18, a indiqué la directrice du marketing et de l'action commerciale auprès de la Cnep-Banque. Tous les logements de type Cnep-Immo implantés dans ces trois unités de voisinage de la ville Ali-Mendjeli seront livrés à

leurs bénéficiaires «d'ici à la fin d'année en cours», «pourvu», a ajouté la même responsable que tous les souscripteurs déposent les dossiers nécessaires pour permettre l'accélération des procédures d'attribution impliquant quatre instances, à savoir, la banque, la Caisse nationale du logement (CNL), les notaires et la conservation foncière. S'agissant des 720 logements de cette même formule attribués aux souscripteurs de l'AADL2 dans le cadre d'une opération de transfert conclue entre la Cnep-Immo et l'AADL, la même responsable a indiqué que les bénéficiaires de cette option «pourront joindre leurs maisons dans quelques semaines, une fois toutes les procédures administratives de contrôle et de transfert finalisées». Le restant du programme (860 logements situés à l'UV N°1 et 700 unités similaires implantées à l'UV n°10) sera attribué dès l'achèvement des travaux de VRD (voirie-réseaux divers) en cours, a

encore souligné la même source, précisant que le retard de plusieurs années enregistré dans la réception de ces logements était dû «à la complexité des transactions relatives à l'attribution des travaux de VRD» qui n'étaient pas inclus dans le marché de réalisation.

S. N./APS

Skikda

### Réception en été prochain de la gare multimodale

LA RÉCEPTION de la gare multimodale, ancien parc de la commune de Skikda, actuellement en chantier d'aménagement, située à l'entrée de la ville, est prévue à l'été prochain, a indiqué le chef de l'exécutif local, Abdelhakim Chater. S'exprimant lors d'une visite de travail et d'inspection consacrée au secteur des transports, le wali a mis l'accent sur l'importance de réceptionner «dans les meilleurs délais» cet équipement public dont le chantier est lancé depuis 10 ans. In situ, ce responsable a instruit à l'effet de préserver l'aspect architectural de la bâtisse dont la coupole en métal, construite en 1940, et a exhorté les responsables du chantier à procéder à une expertise de la voûte et œuvrer à la consolider au besoin. Il a également instruit les directeurs des transports et de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC) d'œuvrer dans l'immédiat à trouver des solutions pratiques aux problèmes auxquels les entreprises chargées des travaux d'aménagement font face. Le non-respect des cahiers des charges par les bureaux d'études, la consommation de montants financiers importants ont retardé la livraison de cette structure et nécessité le recours aux services d'un bureau d'études spécialisé de la wilaya de Sétif, a-t-on expliqué, soulignant que le dossier du même projet est passé de la Direction du logement et des équipements publics à celle des transports et puis à la DUAC. Ancien parc d'une capacité de près de 800 véhicules, la station multimodale de Skikda, érigée sur une surface de 5 hectares, dispose, en plus d'une station réservée aux bus et aux taxis inter-wilayas, d'une gare réservée pour les trains desservant les wilayas de Skikda, Annaba et Constantine, et un arrêt pour les taxis services et d'autres commodités modernes nécessaires aux voyageurs, dont des locaux commerciaux et de services, selon des explications fournies sur place.

APS

Batna/Eau potable

## 80% de taux d'avancement des travaux de raccordement de plusieurs forages

L'opération de réalisation et de raccordement de plusieurs forages totalisant 6 000 mètres linéaires, destinés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (AEP) à Batna, enregistre un taux d'avancement de l'ordre de 80%, apprend-on du directeur des ressources en eau, Abdelkrim Chebri. «La réception de ce projet qui englobe 23 forages est prévue pour le mois de mars prochain», déclare ce responsable, précisant que cette opération, enregistrée en juin 2014, lors de la visite du Chef du gouvernement, Abdelmalek Sellal dans la capitale des Aurès, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 500 millions de dinars. Jusqu'ici, vingt forages ont été réalisés, indique-t-il,

alors que les trois autres, en cours de réalisation, ont atteint un taux d'avancement «appréciable», soulignant que l'absence d'entreprises spécialisées dans la réalisation des forages a quelque peu retardé la concrétisation du projet. Un accord a été trouvé avec la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE) de Batna afin de relier au réseau électrique chaque forage ayant donné «un résultat positif», signale la source qui a affirmé que «tous les forages réalisés jusqu'ici ont permis de consolider l'apport quotidien en eau potable accordé aux citoyens». Le parachèvement des raccordements de ces puits aux réseaux électriques et aux châteaux d'eau contribuera au renforcement de l'approvision-

nement en eau potable pour l'ensemble des localités ciblées, a-t-il précisé, insistant sur la rationalisation de la gestion de l'eau. Selon le même responsable, le problème du financement du raccordement pour certains forages, qui varie entre 60 et 80 millions, a été soulevé aux instances locales dans l'objectif de trouver une solution adéquate avant la saison estivale. Ces 23 forages ont été réalisés dans les communes et les agglomérations qui font face au déficit en eau potable, et qui étaient alimentées tous les trois jours en eau potable avant l'achèvement de ce projet, a-t-on noté.

Maya T./Agences

Tébessa

## Vers la création de plus de 260 postes d'emploi dans 11 projets d'investissement

Au total, 266 postes d'emploi seront créés à Tébessa à la faveur de la concrétisation de onze projets d'investissement validés par la commission d'agriculture, a-t-on appris des services de la wilaya. Occupant une superficie totale de 676 hectares à travers cinq communes, ces projets concernent, entre autres, la réalisation de trois exploitations agricoles, d'une superficie de 175 hectares, destinées à l'élevage ovin et pouvant engendrer 54 postes d'emploi à la commune de Negrine, a-t-on précisé. La même source a ajouté que quatre projets sont programmés dans la commune de Telidjane, dont deux pour la réalisation de deux complexes, d'une superficie de 77 hectares, destinés à l'élevage des vaches laitières et à la transformation de lait, devant assurer 56 postes de travail, et

deux autres ouvrages, d'une superficie de 404 hectares, pour créer deux unités d'élevage ovin et bovin qui devront générer pas moins de 72 postes de travail. La commission de wilaya a également approuvé quatre projets d'investissement, dont deux complexes de pépinière, d'élevage bovin et de transformation de lait à Bir El Ater, qui peuvent créer

56 postes d'emploi permanents, indique la même source, outre un projet d'une ferme spécialisée dans l'élevage des vaches laitières dans la commune d'El Houidjbet. Par ailleurs, l'étude de douze dossiers de projets d'investissement a été reportée en raison de l'absence des investisseurs concernés, tandis que deux autres dossiers ont été refu-

sés, a souligné la même source, expliquant que ces porteurs de projets ont déjà bénéficié d'aide financière dans le cadre d'un autre programme du secteur de l'agriculture. Ces projets d'investissement contribueront à l'absorption du chômage et œuvreront au développement du secteur agricole dans la wilaya, a-t-on conclu.

N.H.

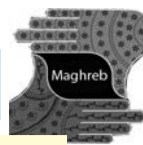
Aïn Defla

## Plus de 430 foyers raccordés au gaz de ville à Tiberkanine

AU TOTAL, 433 foyers ont été raccordés au réseau de gaz de ville à Tiberkanine (Aïn Defla), a-t-on constaté. Une enveloppe financière de près de 128 millions DA a été consacrée à cette opération de raccordement qui intervient dans le cadre de la célébration du 62<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la révolution. Faisant remarquer que le taux de pénétration en gaz naturel de la wilaya (54%) reste en deçà de la moyenne nationale, le wali de Aïn Defla, Benyoucef Aziz, a, à cette occasion, fait état de la prochaine saisine du ministère de l'Énergie en vue d'accorder les fonds nécessaires au raccordement en gaz de ville de sept communes qui n'en sont pas pourvues. Pour le responsable de l'exécutif, Aïn Defla, «une wilaya agricole mais qui aspire à devenir un grand pôle économique, se doit d'améliorer son taux de pénétration en gaz», observant que les investisseurs qui éliront domicile au niveau des zones d'activités «ne peuvent se passer de cette source d'énergie».

R.R.





## Libye/crise

# Un nouveau processus politique nécessaire pour éviter un «conflit majeur»

■ L'International Crisis Group (ICG) a souligné, dans un rapport, l'impératif de soutenir le Gouvernement d'union nationale (GNA) en Libye, estimant qu'un nouveau processus politique impliquant les principaux acteurs sur le plan de la sécurité est nécessaire afin d'éviter le risque de voir exploser un «conflit militaire interne majeur» dans le pays.



Par Faiza O.

«Il est nécessaire de lancer de nouvelles négociations qui impliqueraient les principaux acteurs de la Sécurité (à) et de soutenir le GNA», indique le rapport de l'ICG. En vertu de l'Accord politique libyen (APL) signé par des parties rivales le 15 décembre 2015, sous l'égide de l'ONU et avec le soutien des Etats-Unis et des Européens, un Gouvernement d'union nationale (GNA) a été mis en place pour une période de transition de deux ans, censée aboutir à des élections. Mais le GNA, installé à Tripoli depuis mars, peine à imposer son autorité sur la totalité du ter-

ritoire et reste impuissant face aux difficultés majeures que connaissent les Libyens dans leur vie quotidienne : pénurie de liquidité, hausse des prix, absence des services mais surtout insécurité. Car le Parlement, bien qu'il soit lui aussi reconnu par la communauté internationale, ne lui donne pas sa confiance, en plus de la présence d'un exécutif rival siégeant à Tobrouk, dans l'est de la Libye. En fait, avant de donner la confiance au Parlement au GNA, certains parlementaires veulent de nouvelles négociations pour trancher la question de la nomination du chef des forces armées. Il s'agit de députés partisans du général controversé Khalifa Haftar, qui a

le soutien du Parlement. «L'APL, selon lequel un gouvernement intérimaire (à) met en place un nouvel ordre politique en assimilant les milices, n'est plus applicable tel quel», estime l'International Crisis Group. Il met en garde contre un risque de «conflit militaire majeur» qui opposerait les forces du général Haftar, qui se sont emparées ces derniers mois des principaux terminaux pétroliers dans l'est du pays, et les forces du GNA, sur le point de reprendre aux terroristes la ville de Syrte (450 km à l'est de Tripoli). Le rapport de l'ICG n'exclut pas que «les forces qui combattent actuellement à Syrte avec le soutien de milices de l'ouest, veuillent avancer vers

l'est et affronter les forces de Haftar dans la zone du Croissant pétrolier». Ou alors, ce seraient «les forces du maréchal Haftar qui avanceraient vers l'ouest, en direction de Tripoli», estime l'ICG. Selon le rapport de l'ICG, l'APL a davantage «reconfiguré les luttes internes libyennes plutôt que tenté de les résoudre». «Les tentatives de mettre en œuvre (l'accord) sans l'aval du Parlement et d'exclure (Khalifa) Haftar, doivent cesser. De même, (à) Haftar doit être amené à la table des négociations par ses partisans», estime encore l'ICG. Il souligne de toute manière la nécessité que «les deux camps fassent des concessions, notamment en ce qui concerne la sécurité». Depuis la chute de l'ancien régime de Muammar Kadhafi il y a plus de cinq ans, la Libye est livrée à des luttes opposant différentes régions et tribus du pays et fait face à la menace des terroristes.

## Libération de deux Italiens et un Canadien enlevés dans le sud

Deux Italiens et un Canadien enlevés le 19 septembre dans le sud de la Libye ont été libérés dans la nuit et ont été ramenés samedi en Italie par vol spécial, a annoncé le gouvernement italien dans un communiqué. Les Italiens, Danilo Calonego et Bruno Cacace, et le Canadien

Frank Poccia, ont été libérés «grâce à la collaboration efficace avec les autorités locales libyennes», ajoute le communiqué. Les trois hommes avaient été enlevés ensemble à Ghat, dans les environs du chantier où il travaillaient pour une entreprise italienne chargée de la maintenance de l'aéroport de Ghat. Un groupe armé avait bloqué leur véhicule. De nombreuses sociétés italiennes travaillent en Libye et leur personnel expatrié a plusieurs fois été victime d'enlèvements au cours de ces dernières années. Lors du dernier, quatre Italiens employés d'une société de construction avaient été enlevés en juillet 2015 près d'un complexe de la compagnie pétrolière italienne ENI dans la région de Mellitah, à l'ouest de Tripoli, dans une zone qui avait déjà été le théâtre de prises d'otages. Après plus de six mois d'une détention éprouvante, deux d'entre eux avaient été tués dans des circonstances encore troubles, lors de l'attaque du convoi dans lequel ils étaient transportés. Les deux autres, qui avaient été séparés des deux premiers plusieurs semaines auparavant, avaient été libérés sains et saufs quelques jours plus tard après une opération de milices libyennes contre le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) dans la région de Sabrata (ouest). **F. O./Agences**

## Sahara occidental

### RSF exhorte le Maroc à «lever toute entrave sur l'information»

Reporters sans frontières (RSF) a exhorté les autorités marocaines à «lever toute entrave sur l'information» au Sahara occidental, sous occupation marocaine, et à cesser d'y «bafouer le droit des journalistes sahraouis et étrangers à couvrir» ce territoire. «Agressions lors de manifestations, procès contre des journalistes-citoyens sahraouis, expulsion de journalistes étrangers : en maintenant un contrôle abusif sur l'information au Sahara occidental, les autorités marocaines y rendent pratiquement impossible le travail des reporters», a expliqué RSF dans un communiqué, dont l'APS a obtenu une copie. «Considéré

comme territoire non-autonome par les Nations unies, le Sahara occidental est actuellement contrôlé à plus de 80% par le Maroc», a rappelé le communiqué, ajoutant que sur place, la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) est chargée, en plus de cette consultation destinée à permettre aux habitants habilités à voter, de décider du statut futur de ce territoire, de surveiller le cessez-le-feu de 1991 entre le Maroc et le Front Polisario. Les témoignages recueillis sur place sont «accablants» pour les autorités marocaines, a déploré Yasmine Kacha, directrice du

bureau Afrique du Nord de RSF, s'interrogeant sur les limites de «ces graves restrictions» à la liberté d'informer. «Reporter librement ce qui se passe dans cette zone sous haute tension est urgent et nécessaire, notamment pour faire toute la lumière sur les violations des droits de l'homme, que la Minurso n'est pas mandatée à documenter», a-t-elle souligné, citant l'expulsion le 23 octobre dernier de la journaliste (freelance) qui réalisait un reportage pour le magazine du Monde sur Dakhla, une ville sous occupation. «Durant son interpellation, sa carte SIM et ses comptes mails sont suspendus. Quatre autres journalistes étrangers ont

été expulsés du Maroc depuis le début de l'année», a-t-elle rappelé, ajoutant que le 30 septembre dernier, les journalistes-citoyens d'Equipe média Sahara, Saïd Amidan et Brahim Laâjail, «sont quant à eux arrêtés par la police marocaine à Guelmim et gardés à vue pendant 3 jours». Il a indiqué également que le 21 août 2016, Nazha Elkhaledi, correspondante de RASD-TV a été arrêtée alors qu'elle couvrait une manifestation organisée par des femmes sahraouies dans la ville de Fom El Oud, près d'El Ayoun, capitale du Sahara occidental occupée. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non-autonomes, donc éligible à

l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée depuis 1975 par le Maroc, soutenue par la France. Plusieurs rounds de négociations entre les parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, ont été organisés sous l'égide de l'ONU. Ils butent sur la position de blocage de la partie marocaine, soutenue par la France, relative à l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. **Faiza O./APS**

## Maroc

### Des milliers de manifestants exigent justice pour Mouhcine Fikri

Des milliers de manifestants sont de nouveau descendus dans les rues d'Al-Hoceima, dans le nord du Maroc, afin de réclamer justice pour le vendeur de poisson Mouhcine Fikri, écrasé par une benne à ordures la semaine dernière, une mort qui a

choqué le pays. «Mouhcine nous ne t'abandonnerons pas !», scandait notamment la foule, rassemblée sur la grande place des Martyrs d'Al-Hoceima, ville côtière de la région du Rif, selon des images diffusées en direct sur les réseaux sociaux. Un média

local a évoqué «une marée humaine». Une manifestation similaire avait lieu dans la ville de Nador, également dans la région du Rif, toujours selon les réseaux sociaux.

Ces rassemblements se déroulaient sans incident.

Mouhcine Fikri, âgé d'une trentaine d'années, a été écrasé il y a une semaine dans une benne à ordures à Al-Hoceima. Il tentait alors de s'opposer à la destruction de sa marchandise, de l'espadon, une espèce interdite à la pêche à cette période. Les cir-

constances atroces de sa mort ont provoqué une vague de manifestations populaires à Al-Hoceima, dans la région du Rif, et des rassemblements de moindre ampleur dans d'autres grandes villes.

R.M.





Turquie

# Les dirigeants prokurdes arrêtés, neuf morts dans un attentat à Diyarbakir

■ Les chefs du principal parti prokurde de Turquie ont été placés en détention préventive, quelques heures après leur arrestation par les autorités, qui semblent franchir une nouvelle étape dans les purges menées tous azimuts depuis le putsch avorté de juillet.



L'arrestation des coprésidents du Parti démocratique des peuples (HDP), Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ, et d'une dizaine d'autres députés de cette formation, a suscité des réactions indignées en Occident, dont les relations avec la Turquie sont déjà tendues en raison des atteintes aux libertés reprochées au pouvoir du président Recep Tayyip Erdogan. Peu après leur arrestation dans la nuit de jeudi à vendredi, un attentat à la voiture piégée a frappé dans la matinée un bâtiment de la police à Diyarbakir, «capitale» du sud-est turc à majorité kurde, faisant neuf morts, dont deux policiers et plus de cent blessés, selon un bilan de source officielle. Il a été attribué par le Premier ministre Binali Yildirim au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK),

une organisation classée comme terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne. L'attentat a ensuite été revendiqué par l'organisation État islamique (EI), par l'intermédiaire de l'agence Amaq, organe de propagande du groupe jihadiste, selon le centre de surveillance des mouvements jihadistes SITE. Le leader de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, avait appelé jeudi ses combattants à attaquer la Turquie pour se venger d'Ankara, très impliquée dans la lutte contre les jihadistes en Irak et en Syrie. La décision de placer les deux chefs du parti en détention préventive a été prise par un tribunal de Diyarbakir, dans le cadre d'une enquête «antiterroriste» liée au PKK, selon l'agence progouvernementale turque Anadolu. Cinq autres députés du HDP ont également été placés en détention préventive à

Diyarbakir et dans d'autres villes, selon la même source. Trois autres ont été relâchés sous contrôle judiciaire. Le HDP, deuxième parti d'opposition en Turquie, a estimé dans un communiqué que les arrestations marquaient «la fin de la démocratie» dans le pays. Les États-Unis sont «profondément troublés» par la détention des élus prokurdes, a écrit sur Twitter Tom Malinowski, chargé des droits de l'Homme au département d'État. Le chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, s'est dite «extrêmement inquiète». Berlin a annoncé avoir convoqué le chargé d'affaires turc, et le porte-parole de la chancelière Angela Merkel a jugé ces arrestations «hautement alarmantes». A Paris, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Romain Nadal a déclaré que l'arrestation des élus HDP suscitait «une vive

préoccupation». Des appels à manifester des communautés kurdes locales ont été lancés à Paris et à Cologne (Allemagne). Dans un texte rédigé à la main lu par l'un de ses avocats, M. Demirtas s'est dit victime d'un «coup civil par le gouvernement et le palais». Les mots «Nous allons à coup sûr gagner» qu'il a lancés en turc au moment de son arrestation ont été très partagés sur Twitter sous le hashtag #MutlakaKazanacagiz. «C'est un coup d'État contre le HDP, c'est un coup d'État contre le pluralisme, contre la diversité, contre l'égalité», a déclaré Garo Paylan, un député du HDP, lors d'une conférence de presse au quartier général stambouliote du parti. A Ankara, des dizaines de manifestants solidaires du HDP ont été dispersés par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogènes, a constaté un photographe de l'AFP. L'accès aux réseaux sociaux et à des applications de messagerie était fortement perturbé vendredi. La plate-forme de surveillance TurkeyBlocks a indiqué avoir «détecté des restrictions d'accès à plusieurs réseaux sociaux dont Facebook, Twitter et YouTube». Par ailleurs, selon le site spécialisé T24, l'autorité turque des télécommunications BTK est intervenue pour restreindre l'accès aux

principaux services VPN comme Tor Project et Tunnel Bear. Aucune confirmation officielle n'était disponible dans l'immédiat. Le week-end dernier, les deux maires de Diyarbakir ont été placés en détention et une douzaine de médias prokurdes ont été fermés par décret. Ces mesures ont aggravé les tensions dans le sud-est du pays, ensanglanté par des combats quotidiens entre le PKK et les forces de sécurité depuis la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu, qui a sonné le glas du processus de paix pour mettre un terme à un conflit ayant fait plus de 40 000 morts depuis 1984. Le président Erdogan considère que le HDP est étroitement lié au PKK et a fait savoir qu'il ne considérerait plus cette formation comme un interlocuteur légitime. En mai, le Parlement turc a voté la levée de l'immunité des députés menacés de poursuites judiciaires, une mesure contestée visant notamment les élus du HDP. Sous l'impulsion de M. Demirtas, le HDP a élargi sa base électorale au-delà de la seule communauté kurde de Turquie (15 millions de personnes) et s'est transformé en un parti moderne, à la fibre sociale, ouvert aux femmes et à toutes les minorités.

Etats-Unis

## A 3 jours du verdict des urnes, Clinton et Trump proposent deux voies opposées

L'Amérique et le monde renaissent leur souffle hier, au début du dernier week-end de la campagne présidentielle américaine, Hillary Clinton et Donald Trump proposant aux Américains deux voies radicalement opposées pour les quatre prochaines années. A trois jours du scrutin, les sondages ne sont guère d'utilité pour prédire avec certitude l'issue du vote. La démocrate de 69 ans conserve un mince avantage de 2,3 points en moyenne sur le milliardaire populiste de 70 ans, mais Donald Trump est porté par un rebond soudain dans les Etats-clés où se jouera véritablement l'élection, et qui lui font croire qu'une surprise est possible mardi soir. Les deux candidats quadrillent donc inlassablement le pays, enchaînant les meetings pour lancer un dernier appel à la mobilisation, avec un même message: chaque voix compte dans cette élection décrite par les deux camps comme une chance historique. Hillary Clinton commencera la journée à Miami et la terminera à Philadelphie, avec un concert de la chanteuse Katy Perry. Donald Trump traversera

le pays, de Tampa, en Floride, au Colorado, en passant par la Caroline du Nord et le Nevada. Côté démocrate, ce sont les superstars Beyoncé et Jay Z qui ont donné le coup d'envoi du week-end, dans un grand concert avec d'autres rappeurs à Cleveland, bastion démocrate de l'Ohio. «Le monde attend de nous que nous restions un pays progressiste à la pointe du changement», a lancé Beyoncé, acclamée par une foule déchaînée de 10 000 personnes, très majoritairement noires. «Je veux que ma fille grandisse dans un pays présidé par une femme», a dit la chanteuse, qui a chanté son tube «Run the World (Girls)». Clin d'œil aux tenues de l'ancienne Première dame, les six danseuses de Beyoncé portaient des tailleurs-pantalons... Dans cette atmosphère survoltée et inédite pour la grand-mère de deux petits-enfants, Hillary Clinton a pris la parole quelques minutes, sans épiloguer sur son programme mais en rappelant les horaires et l'adresse du bureau de vote le plus proche, déjà ouvert. «Nous avons un travail à terminer, plus

d'obstacles à abattre, et avec votre aide, un plafond de verre à briser une fois pour toutes», a lancé la démocrate. Plus tôt, elle avait méthodiquement tâché de démolir le message populiste de son adversaire, dénonçant des promesses creuses. «Le 20 janvier, l'Amérique aura un nouveau président», a-t-elle dit à Detroit, dans le Michigan industriel. «Le changement est inévitable. Les choses vont changer. La question est: quel changement choisirons-nous ?» Et à ceux à qui la virulence de cette campagne donne des migraines, elle a lancé: «tout dépend de vous». A 450 km à l'est de Cleveland, à un autre bout de la «Rust Belt», région industrielle en déclin, Donald Trump a rempli à nouveau une salle de 13 000 personnes. Depuis l'année dernière, l'homme d'affaires est le seul à rassembler des foules aussi importantes. «Et au fait, je n'ai pas eu besoin d'amener Jennifer Lopez ou Jay Z, je suis ici tout seul!» a-t-il ironisé à Hershey, en Pennsylvanie, où il tente de percer le «pare-feu» d'Hillary Clinton, qui a mené jusqu'ici dans les sondages de ce grand Etat.



## Points chauds

Retrouvailles

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la rupture semblait définitivement entamée entre le Parti communiste français et le candidat qu'ils avaient supporté en 2012, Jean-Luc Mélenchon, il apparaît aujourd'hui évidemment que le parti rouge n'a d'autre choix que de se ranger une nouvelle fois derrière celui qui avait en 2012 réussi à susciter un véritable élan populaire malheureusement peu suivi par la suite de résultats lors du scrutin présidentiel. En effet, bien que réservé vis-à-vis du cadre politique de «La France insoumise», le PCF pourrait soutenir dès cette semaine la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, comme devrait le lui proposer son secrétaire national, Pierre Laurent. La conférence nationale du PCF, qui réunit la direction du parti, des parlementaires et des représentants des fédérations, doit choisir entre deux options: celle d'un soutien à Jean-Luc Mélenchon, tout en restant en dehors de «La France insoumise», et celle d'une candidature PCF. Cette dernière «n'est pas l'option que je privilégie», a expliqué à la presse Laurent, qui a discuté ce sujet avec la direction du parti vendredi après-midi. Et le patron du PCF de préciser auprès des journalistes qu'il y a un «courant très fort» en faveur de la première option parmi les quelque 50 000 adhérents à jour de cotisations, qui seront appelés à valider ou non le vote de leurs instances fin novembre ou début décembre. Visiblement les communistes ont abandonné l'idée, longtemps portée, de réussir à proposer un seul et unique candidat d'une gauche «unifiée». L'idée avait même été annoncée d'un partenariat avec le socialiste Arnaud Montebourg. Pierre Laurent a donc décidé de faire un pas vers Jean-Luc Mélenchon, dont le PCF avait pourtant vivement critiqué l'entrée en campagne solitaire, dès le mois de février. «Nous n'attendons pas la fumée blanche d'une primaire qui a été fixée volontairement fin janvier, comme un calendrier de complaisance pour le président, alors même que ce président s'enfoncé dans la déchéance de sa candidature de jour en jour», s'est justifié le sénateur de Paris. Reste à savoir si la réédition de cette association pour la prochaine campagne aura le même succès et surtout si cette fois-ci Mélenchon réussira à gagner plus de voix dans les urnes, seul moyen dernier du pouvoir et une voix à l'extrême-gauche, de plus en plus marginalisée sur la scène politique française. F. M.





## Opéra Boualem-Bessaih

# Le théâtre et la danse turcs s'invitent à Alger

■ Les amoureux du théâtre et de la danse sont invités aujourd'hui à découvrir le théâtre et la culture turcs à travers un double spectacle à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet). Cette soirée offerte aux Algérois par l'ambassade de Turquie à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des frères Barbarousse en Algérie, verra la présentation de «Barbarossa» et «Rosegarden» pour la première fois dans notre pays.

Par Abla Selles

L'opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet) continue de proposer aux Algérois des spectacles de haute facture. Ils nous permettront de découvrir la richesse culturelle universelle et assureront l'échange artistique entre les professionnels. Des troupes de théâtre, de musique et de danse des quatre coins du monde sont invitées pour nous faire découvrir le patrimoine et la créativité artistiques de leurs artistes. Pour le mois de novembre courant, plusieurs activités sont au menu, selon les organisateurs. Le premier événement concerne les amoureux du

théâtre et de la danse. Il s'agit d'une représentation animée par l'opéra et le Ballet de l'Etat turc. Ce spectacle, prévu pour ce soir, sera une occasion pour découvrir de près le théâtre turc. Deux représentations sont prévues à cette occasion. Il s'agit de «Barbarossa» et de «Rosegarden».

Production théâtrale de danse, «Barbarossa» raconte une partie de l'histoire qui a réuni les Algériens et les Turcs. Le spectacle en deux actes, avec des ambiances et des styles distincts, exalte la vie des frères Arroudj et Kheir Eddine l'aîné, communément connu sous le pseudonyme de Barberousse, roi des corsaires en



Méditerranée. Le nom de Barberousse lui a été attribué à cause de sa barbe à la couleur carotte, et son parcours et sa vie furent entièrement consacrés à la défense et au rayonnement de l'empire ottoman. Sa vie fut longtemps surtout mêlée au

Maghreb, notamment aux villes de Béjaïa, Alger, Tlemcen et de Tunis, que les deux frères turcs avaient sauvés un temps de la Conquista espagnole et imposé leur suprématie marine le long des rives de l'Afrique du Nord, 33 années durant. D'ailleurs, ce

spectacle offert par l'ambassade de Turquie en Algérie est présenté au public algérien à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des frères Barberousse en Algérie. Si «Barbarossa» revient sur des faits historiques, «Rosegarden» démontre la créativité et le talent artistique du théâtre turc qui crée une belle harmonie entre l'ancestral et le contemporain. «Rosegarden» qui sera présentée, elle aussi pour la première fois à Alger, est une pièce de danse dramatique moderne, qui mêle de façon brillante culture contemporaine et traditionnelle turque. Véritable succès critique et populaire du Ballet d'Etat turc, l'œuvre s'est produite dans de nombreux pays, à l'image de l'Allemagne, de la Chine, de la France ou encore des Pays-Bas. Il est à noter que les liens culturels entre l'Algérie et la Turquie sont en pleine croissance dans différentes disciplines. Des artistes algériens animent des activités en Turquie et des artistes turcs présentent leur culture aux Algériens dans une atmosphère conviviale.

## Le romancier Didier Daeninckx au Salon international du livre d'Alger

### «Les massacres d'octobre 1961 doivent être qualifiés en crime d'Etat»

Le romancier français Didier Daeninckx a appelé, vendredi au 21<sup>e</sup> Sila (Salon international du livre d'Alger), à requalifier les massacres du 17 octobre 1961 en «crime d'Etat» et a évoqué l'apport de ses propres écrits dans le rétablissement de la vérité historique sur différents facettes de la colonisation française en Algérie.

Invité dans le cadre du programme «Estrade» du 21<sup>e</sup> Sila, Didier Daeninckx a plaidé pour une ouverture «pleine et entière» des archives en France pour «situer les responsabilités» au sommet de l'Etat français et ouvrir la voie à une «décision de justice» permettant de rétablir une version autre que «la thèse officielle» sur cet épisode tragique, a-t-il dit.

Didier Daeninckx est l'auteur en 1983 du polar «Meurtres pour mémoire», considéré comme la première œuvre littéraire sur cette nuit du 17 octobre 1961 à Paris où des centaines de manifestants pacifiques algériens ont été tués par la police française.

Le romancier qui répondait à une question sur la présence ou non d'un «ordre de tuer des Algériens», a jugé que le préfet de police et maire de Paris de l'époque, Maurice Papon, avait une «responsabilité écrasante» dans ce massacre mais que la reconnaissance de celle-ci ne devait pas servir à «protéger» les «responsables au-dessus de lui», véritables «éléments moteurs» de ce massacre, a-t-il attesté. «Il existe aujourd'hui en France des forces qui se battent pour que ce crime d'Etat soit reconnu», a dit Didier Daeninckx qui a, par ailleurs, jugé «décisif» le travail d'historiens comme Jean-Luc Enaudi, dans la reconnaissance, en 2012, de «la réalité du massacre» par le président français François Hollande.

Le collectif français «Vérité et justice», composé d'associations, de syndicats et de partis politiques, avait récemment demandé au président français d'entreprendre des mesures «significatives», dont l'ouverture des archives, pour la reconnaissance de ce

crime. L'écrivain a également évoqué le rôle de ses propres écrits, romanesques et journalistiques, dans le rétablissement de la vérité sur le 17 octobre 1961, pour enfin rendre justice, a-t-il dit, à Fatima Bédar, 15 ans, assassinée par la police française. Un article de l'auteur, publié en 1986, a permis d'élucider les circonstances qui ont entouré l'assassinat de la jeune Bedar. Evoquant le système colonial dans sa globalité, Didier Daeninckx a, en outre, plaidé pour «un inventaire de la colonisation» par la «connaissance» de ses différents aspects (torture, système éducatif, etc.), soulignant le «déficit historique et politique» à ce sujet qui perdure à ce jour dans son pays. Né en 1949, Didier Daeninckx est l'auteur d'une quarantaine de polars, de recueils de nouvelles, d'essais et de pièces de théâtre. De nombreuses rencontres thématiques sur l'histoire de la guerre de Libération nationale ont été organisées en marge du 21<sup>e</sup> qui a pris fin hier.

L.B.

## Promotion du livre algérien

### Les éditeurs souhaitent davantage d'aide

Les frais d'impression ainsi que les dépenses liées à la lecture des manuscrits, à leur correction et au graphisme sont parmi les charges supportées par les éditeurs de livres, ce qui est suffisant à leurs yeux pour réclamer des aides à la promotion du livre. «Si l'on prend en compte le pourcentage du prix de vente global du livre qui revient aux auteurs ou encore celui englouti par les dépenses d'impression et d'avant impres-

sion, les éditeurs s'en sortent avec une marge qui oscille entre 20% et 25%», a indiqué le responsable de Hibr Editions, Smaïl M'hand, rencontré lors de la 21<sup>e</sup> édition du Salon international du livre d'Alger (Sila). Smaïl M'hand a souligné que pour un livre vendu à 600 DA, 5% de ce montant représente les dépenses liées à la lecture, (5%) à la correction, (7%) à la l'infographie (7%) auxquels s'ajoutent 25% de coûts d'impression et 10% de

droits d'auteur. Il faut ajouter 23% du coût en frais de distribution, ce qui donne un total de 52% du prix de vente sans compter les impôts, a-t-il dit. D'autres éditeurs tels que Karim Chikh, responsable d'APIC Editions, affirment qu'avec toutes les dépenses, leurs marges sont en deçà de 20%. Quant à Meriem Merdaci, responsable des éditions du Champ libre à Constantine, elle estime que «les éditeurs sont

actuellement en difficulté» mais, selon elle, c'est une situation qui peut «trouver les réponses adaptées». Elle a ajouté que vu les dépenses auxquelles ils sont soumis, les éditeurs ont un «gros travail» à faire pour préserver le métier et mettre en place les conditions pouvant leur permettre de se développer et jouer un rôle à côté des libraires afin que tous ces acteurs puissent «vivre de leurs activités».

F. H.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi**

**10 novembre :**

Lila Borsali anime un concert de musique andalouse.

**25 novembre :**

L'Orchestre symphonique national propose une soirée d'opéra classique en collaboration avec une troupe française.

**Musée national du Bardo Jusqu'à la fin de l'année :**

Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

**Constantine**

**Du 19 au 26 novembre :**

Festival international Dimajazz.



## Coup-franc direct

La logique n'est pas respectée

Par Mahfoud M.

Encore une fois, en jetant un coup d'œil à la liste des convoqués au prochain match de la sélection nationale comptant pour les éliminatoires du Mondial face au Nigeria, on se rend compte que la logique n'est pas respectée. En effet, comment expliquer la convocation d'un joueur comme Tahart qui évolue dans un club aussi modeste que le Paris FC de Ligue II et qui peine même dans un championnat, alors qu'on laisse sur la touche un joueur comme Bensebaini ? La non-convocation de ce joueur est due à un règlement de compte personnel entre le président de la FAF et le joueur ainsi que son coach actuel qui n'est autre que l'ancien sélectionneur Gourcuff. Le patron de la Fédération devrait laisser de côté ces considérations et penser plus aux intérêts de la sélection qui sont plus importants. Cela se répète assez souvent avec la mise à l'écart d'éléments qui auraient pu donner un plus à la sélection nationale. Il est inconcevable de faire appel à des éléments qui sont loin de faire l'unanimité autour d'eux à cause de leur niveau juste moyen, qui ne peuvent en aucun cas donner un quelconque plus aux Verts qui ont besoin de bons joueurs pour aborder les éliminatoires avec une meilleure aptitude afin de réussir à qualifier l'EN à la phase finale de la Coupe du Monde.

M. M.

## Meilleur joueur de la Fifa 2016 Mahrez toujours en course

LE MILIEU international algérien de Leicester City (Premier league anglaise), Riyad Mahrez, a été nommé pour le prix du The Best Joueur de la FIFA 2016 dont le lauréat sera annoncé lors de la cérémonie des FIFA Football Awards qui aura lieu à Zurich le 9 janvier 2017, a indiqué vendredi l'instance internationale. Le joueur algérien, auteur d'une excellente saison 2015-2016 couronnée par un titre de champion avec les Foxes et désigné meilleur joueur de la Premier league par ses pairs, figure également dans la liste des 30 joueurs nommés pour le Ballon d'Or France Football 2016. Le lauréat du prix The Best Joueur de la FIFA 2016 sera déterminé par un processus où 50% du résultat proviendra des choix des capitaines et sélectionneurs des équipes nationales du monde entier. Les 50% restants seront répartis entre le résultat d'un vote public en ligne et les votes d'un groupe de plus de 200 représentants des médias issus des six confédérations. La procédure de vote pour désigner les meilleur(e)s joueurs et joueuses, ainsi que les meilleurs entraîneurs débutera le 4 novembre pour s'achever le 22 novembre.

LISTE DES 23 JOUEURS  
NOMMÉS :

Sergio Agüero (Argentine/Manchester City), Gareth Bale (Galles/Real Madrid), Gianluigi Buffon (Italie/Juventus), Cristiano Ronaldo (Portugal/Real Madrid), Kevin De Bruyne (Belgique/Manchester City), Antoine Griezmann (France/Atlético Madrid), Zlatan Ibrahimovic (Suède/Paris Saint-Germain/Manchester United), Andrés Iniesta (Espagne/FC Barcelone), N'Golo Kanté (France/Leicester City/Chelsea), Toni Kroos (Allemagne/Real Madrid), Robert Lewandowski (Pologne/FC Bayern Munich), Riyad Mahrez (Algérie/Leicester City), Lionel Messi (Argentine/FC Barcelone), Luka Modric (Croatie/Real Madrid), Manuel Neuer (Allemagne/FC Bayern Munich), Neymar (Brésil/FC Barcelone), Mesut Ozil (Allemagne/Arsenal), Dimitri Payet (France/West Ham United), Paul Pogba (France/Juventus/Manchester United), Sergio Ramos (Espagne/Real Madrid), Alexis Sanchez (Chili/Arsenal), Luis Suarez (Uruguay/FC Barcelone), Jamie Vardy (Angleterre/Leicester City).

## Finale retour de la Coupe de la Confédération Le MOB a rendez-vous avec l'histoire

Le Mouloudia de Béjaïa sera en appel cet après-midi avec cette finale retour de la Coupe la confédération africaine qu'il disputera à Lubumbashi face aux redoutables Congolais du TP Mazembé.

Par Mahfoud M.

Après avoir été tenu en échec au match aller (1/1), la mission des gars de la Vallée de la Soummam s'annonce très difficile étant donné qu'ils doivent l'emporter ou au moins réussir un nul (2/2), ce qui lui permettrait de l'emporter par la grâce du but inscrit à l'extérieur. Les poulains de Sendjak seront certainement sous pression lors de cette empoignade sachant que les Congolais, qui s'estiment tout proches du titre, ne lâcheront pas prise et feront tout leur possible pour confirmer le résultat du match aller et empocher le succès qui sera synonyme d'un énième titre continental pour cette formation qui est devenue un grand d'Afrique. Les coéquipiers de Yaya, hauteur du but égalisateur à l'aller et sur lequel tous les espoirs reposent, feront tout pour renverser la vapeur et créer l'exploit, d'autant plus qu'en football tout reste possible. Il faut savoir aussi que les Mobistes se comportent bien à l'extérieur de leurs bases, comme ce fut le cas lors du match face au FUS Rabat. Le



Les gars de Béjaïa prêts pour le défi

coach, Nacer Sendjak, qui concoctera pour la circonstance une tactique plutôt offensive, se montre très optimiste et estime que son équipe est capable de créer la surprise avec une meilleure concentration sur le terrain. «On devra profiter des moments forts de la rencontre pour tenter de reprendre le dessus dans ce match et empocher le succès», avouera le coach

béjaoui qui pense que son équipe est capable de réussir un exploit même s'il avoue que la mission ne sera pas de tout repos étant donné qu'il aura à faire à une formation très redoutable qui n'est autre que le vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique la saison dernière.

M. M.

## Ligue 1 Mobilis (10<sup>e</sup> j) La JSK se réveille, le RCR continue sa remontée

La JS Kabylie s'est réveillée lors de cette 10<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue I en revenant avec les trois points du succès de son déplacement à Constantine face au Chabab local. L'effet Hidouci, le coach tunisien qui a pris les commandes de la barre technique de la JSK, est-il pour quelque chose ? En tout cas, ce dernier a réussi à transcender le groupe qui s'est comporté de la meilleure des manières en réussissant le hold-up parfait grâce à un but de Boulaouidet à la toute dernière minute de cette rencontre. On pensait que ce duel allait se terminer sur un score vierge, mais l'attaquant des Canaris a surgi lors des derniers instants pour offrir les trois points à son équipe ce qui reste très intéressant d'au-

tant plus que l'équipe traversait une situation très difficile. Pour le CSC, cette défaite de trop montre que le club constantinois vit une crise très aiguë surtout que l'équipe reste divisée et les dirigeants sont décriés par les fans qui demandent leur départ.

Pour sa part, le RC Relizane a réussi une très bonne affaire en quittant provisoirement la dernière place du classement, après sa victoire contre l'USM Bel-Abbès (2-0), grâce à Tebbi (44') et Belmokhtar, auteur d'un fabuleux but à la 81'. Un succès très précieux qui permet aux Vert et Blanc de se hisser provisoirement à la 13<sup>e</sup> place, avec 8 points. Le RCR est donc assuré de rester devant le MOB pendant quelques jours encore, le temps que le Crabes en finissent avec la

coupe de la Confédération africaine et se remettent à jour en championnat. De son côté, la JS Saoura a confirmé son retour après une entame de saison difficile en dominant le NA Husseiney (2-1) grâce à Djallit et Hamia. Un nouveau succès à domicile qui leur permet de se hisser à la quatrième place. En revanche, le NAHD enregistre sa quatrième défaite de rang et la seconde sous la conduite du nouvel entraîneur Alain Michel. Jeudi, en ouverture de cette 10<sup>e</sup> journée, l'ES Sétif et le MC Oran s'étaient neutralisés (0-0) au stade du 8-Mai 1945. Un nul vierge qui n'arrange aucune de ces deux équipes, car l'une comme l'autre aurait pu s'emparer seule du leadership en cas de victoire.

M. M.

## Equipe nationale Bensebaini s'explique sur les JO

Le défenseur algérien, Ramy Bensebaini, s'est défendu vendredi d'avoir refusé d'aller aux Jeux olympiques de 2016, lui valant d'être écarté de la sélection algérienne première pour laquelle il n'est pas de nouveau convoqué en vue du match en déplacement face au Nigeria, le 12 du mois courant dans le cadre des éliminatoires du Mondial-2018. «Je n'ai discuté avec personne. Quand le sélectionneur aura besoin de moi, je serai toujours prêt. Des gens disent que c'est moi qui ne voulais pas disputer les JO, alors que ce n'est pas vrai du tout. Je suis le premier supporter de

l'Algérie», a déclaré Bensebaini dans sur le journal «France Ouest». Le joueur, qui avait effectué l'essentiel de la préparation des JO, en début d'été précédent, avec la sélection algérienne, avait opté par la suite au profit du Rennes (Ligue 1, France) pour un contrat de quatre ans en provenance du Paradou AC (Ligue 2, Algérie). Son nouveau club a refusé de le libérer pour jouer les Olympiades. «Moi, j'aurais aimé faire les JO. Après, j'ai un contrat avec le club, s'il ne veut pas que j'y aille, je n'ai rien à dire. C'est le club qui décide, en plus ce n'était pas des dates Fifa. J'étais d'un côté embêté car je

voulais vraiment les jouer, de l'autre c'est le club qui ne voulait pas, et je pense que j'ai bien fait de ne pas y aller car en début de saison ça m'a permis de gagner ma place», a-t-il ajouté. Depuis, le défenseur de 21 ans n'a plus été convoqué en sélection nationale première. Son absence des rangs des Verts a suscité la polémique d'autant qu'il est considéré comme étant l'une des étoiles montantes du football algérien. Bensebaini, qui avait joué la saison passée à Montpellier (Ligue 1, France) à titre de prêt, est pressenti pour retrouver le onze de départ du club breton à l'occasion du match en déplace-

ment face au Paris St Germain, samedi en championnat. Mais il devrait évoluer en milieu de terrain plutôt qu'en défense centrale, son poste de prédilection. «Je me sens à 100%, même si je ne suis pas titulaire en ce moment. Je suis toujours prêt (...) Mon poste c'est défenseur central. Après, j'aime bien jouer au milieu car je touche trop de ballons. Dans ma formation, je n'ai jamais joué à gauche, sauf la saison dernière à Montpellier. J'essaie de dépanner quand je joue», a-t-il encore commenté. Le natif de Constantine (Est de l'Algérie) a reconnu avoir accusé le coup sur le plan physique, il y a quelques

temps, lui valant d'être relégué sur le banc de touche. Il en donne les raisons. «En fin de saison dernière, je n'ai pas eu de vraies vacances, je suis parti directement avec l'équipe olympique pour préparer les JO, sans les jouer ensuite malheureusement, puis j'ai repris directement avec le Stade Rennais. A partir du match de Dijon, je me sentais un peu fatigué, ça a joué un peu. Dans ma tête, j'étais prêt à 100% pour Dijon, mais une fois sur le terrain mes jambes ne répondaient plus, j'étais fatigué», a-t-il expliqué.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sûreté de la wilaya d'Alger

## Arrestation de 4 individus et saisie de 500 grammes de cocaïne

LA BRIGADE de lutte contre les stupéfiants relevant de la police judiciaire a procédé, au cours des dernières 48 heures, à l'arrestation de quatre individus et à la saisie de 500 grammes de cocaïne et 250 grammes de cannabis à Alger-Centre, a indiqué vendredi un communiqué de la Sûreté de la wilaya d'Alger.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment en milieu urbain, les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au cours des dernières 48 heures au démantèlement d'une bande criminelle faisant partie d'un réseau spécialisé dans le trafic de drogues dures (cocaïne)», ajoute la même source.

La drogue a été acheminée, selon la même source, «à travers l'axe Tlemcen-Oran-Alger-Boumerdès à partir d'un pays voisin (extrême ouest). En plus de la quantité de stupéfiants et d'une somme d'argent (2 500 euros, 50 dollars et 130 millions de centimes), 13 téléphones portables et 4 véhicules touristiques utilisés par les membres de la bande pour la vente de la drogue, ont été également saisis», précise le communiqué.

Les quatre individus ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné leur mise en détention provisoire, ajoute la même source.

M. O.

Festival du rai à Sidi Bel-Abbès

## Cheikha Zohra subjugue le public

LA CHANTEUSE cheikha Zohra a marqué son retour sur la scène rai et subjugué le public dans la deuxième soirée du festival national de la chanson rai de Sidi Bel-Abbès, a-t-on constaté.

L'assistance nombreuse à la salle des spectacles de la maison de la culture «Kateb-Yacine» a ovationné longuement vendredi la célèbre cheikha Zohra, revenue sur scène après 20 ans d'absence.

La chanteuse, qui compte plus de 560 tubes, animait des soirées seulement à l'étranger.

«Je suis heureuse de retrouver mon public de Sidi Bel-Abbès lors de ce grand festival qui donne l'occasion aux chanteurs rai lancés dans cette ville et qui ont eu un grand écho», a déclaré cheikha Zohra, soulignant que «la chanson rai est un patrimoine algérien raffiné qui s'est frayé une place dans le

gotha mondial. Il traite de thèmes sociaux intéressants la jeunesse et marque sa présence grâce à la bonne interprétation, à sa musique et à ses paroles que nous veillons qu'elles soient à la hauteur de l'attente du public».

Le public a été également vendredi au rendez-vous avec le chanteur cheb Abbès qui a donné de l'enthousiasme avec d'anciens tubes et des chansons nouvelles.

La soirée du rai a été aussi animée par cheikh Mimoun, cheikh Hattab, cheb Mohamed Bousmaha, cheikh Sahli, cheb Fethi Gorda et Akil Seghir qui a interprété des chansons du regretté cheb Akil très appréciées par les jeunes.

La clôture du festival était prévue dans la soirée d'hier. Plusieurs figures artistiques y ont été honorées.

Racim C.

Le commissariat du littoral opte pour la lutte chimique intégrale

## Tout pour l'éradication du rat noir des îles Habibas

L'ÉRADICATION du rat noir des îles Habibas (Oran), dans le but de protéger certaines espèces, en l'occurrence l'oiseau marin «puffin cendré», nécessite de recourir à la méthode chimique dès la prochaine saison, a-t-on appris du chef d'antenne d'Oran du commissariat national du littoral.

Les inventaires et les suivis effectués sur l'archipel révèlent la présence d'une espèce invasive, le rat noir «rattus rattus», qui menace les populations d'oiseaux marins, notamment le «puffin cendré», une espèce protégée, a indiqué Laaloui Abdelkader.

La campagne de dératisation de la saison passée, s'étalant du mois d'avril au mois d'octobre 2016, n'a pas donné les résultats escomptés, a-t-il souligné, ajoutant qu'il s'agissait de la méthode de la lutte intégrée qui consiste à utiliser le piégeage mécanique suivie par l'empoisonnement au moyen d'un anticoagulant.

Le piégeage n'a permis qu'une éradication par-

tielle de cette espèce à hauteur de 50%, alors que la lutte chimique intégrale, avec dispersion de l'appât empoisonné par hélicoptère promet une éradication totale, a-t-il affirmé.

Le choix de cette méthode est dû à un risque élevé de ré-invasion, favorisée, entre autres, par la fréquentation intensive de pêcheurs, qui génèrent de grandes quantités de déchets.

L'archipel des îles Habibas, situé au large d'Oran, est classé réserve naturelle depuis 2002 et reconnue comme Aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (ASPIM) par le Programme des Nations unies de l'environnement (PNUE), Convention de Barcelone.

Les îles Habibas sont gérées par le Commissariat national du littoral algérien. Elles hébergent de nombreuses espèces animales et végétales de grande valeur patrimoniale.

Slim N.

## Le gouvernement envisage d'abandonner la politique de subvention



Djalou@hotmail.com

Jijel

## Deux terroristes abattus par les forces de l'ANP

■ Deux terroristes ont été abattus et deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov ainsi que des munitions ont été récupérés par un détachement de l'Armée nationale populaire, vendredi à Jijel, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Lamine M.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et suite à une embuscade, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, le 4 novembre 2016 à 12h00, deux dangereux terroristes, Gh. Samir dénommés (Abou Haroun) qui avait rallié les groupes terroristes en 1994 et B. Houcine dénommé (Abou Bakeur), dans la zone de Mechtet Bou Ghoula, à cinq kilomètres au sud-est de El-Aouana/secteur opérationnel de Jijel», précise le communiqué.

«L'opération a permis de récupérer deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, cinq chargeurs garnies et une quantité de munitions et un téléphone portable», ajoute la même source.

«Cette opération de qualité qui a permis d'éliminer l'un des dangereux terroristes dans la région Est du pays, confirme la détermination de l'Armée nationale populaire à poursuivre et éradiquer le reste des criminels», souligne le communiqué du MDN.

### Une somme de 9 000 euros trouvée sur les 2 terroristes éliminés

Une somme de neuf mille euros a été trouvée en possession des deux terroristes éliminés vendredi par les forces de l'Armée nationale populaire dans la zone de Mechtet Bou Ghoula, dans la wilaya de Jijel, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement combiné

de l'ANP à Djanet «a arrêté, le 4 novembre 2016, trois narcotrafiquants et saisi 15,8 kg de kif traité, une somme d'argent de 107 500 dinars algériens, ainsi que 2 véhicules».

A Oran, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi une quantité de 553 unités de différentes boissons».

A Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP «ont arrêté trois contrebandiers et huit immigrants clandestins de différentes nationalités africaines et saisi trois kilogrammes de dynamite, 3 groupes électrogènes et 3 marteaux piqueurs». D'autre part, des unités des gardes-côtes «ont déjoué à Annaba des tentatives d'immigration clandestine de vingt-quatre personnes à bord d'embarcations de fabrication artisanale», conclut le communiqué.

L. M/APS

Gendarmerie nationale

## Démantèlement d'un réseau de trafic international de véhicules

LA SECTION de recherches de la Gendarmerie nationale a démantelé un réseau spécialisé dans le trafic international de véhicules et la falsification des cartes grises et arrêté trois individus impliqués, a indiqué vendredi un communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger.

La section de recherches de la Gendarmerie nationale «a démantelé un réseau spécialisé dans le trafic international de véhicules, la falsification des cartes grises et de documents

administratifs et la contrefaçon des sceaux de l'Etat et arrêté trois individus impliqués, âgés entre 26 et 37 ans», a souligné le même communiqué. Cette opération a permis la saisie d'un véhicule immatriculé à l'étranger et deux autres à Alger.

Les prévenus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Cheraga qui a déferé l'affaire devant le juge d'instruction de deuxième instance et ordonné leur mise en détention provisoire, a indiqué la même source.

Maya H.